

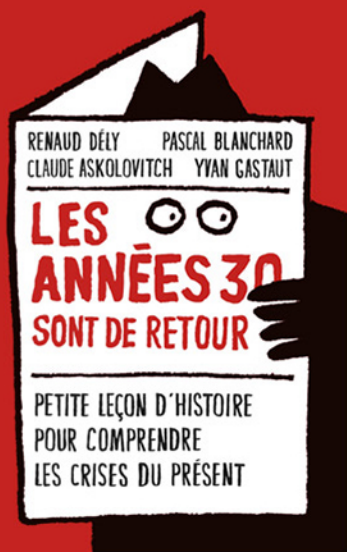
RENAUD DÉLY PASCAL BLANCHARD
CLAUDE ASKOLOVITCH YVAN GASTAUT

LES ○ ○
ANNÉES 30
SONT DE RETOUR

PETITE LEÇON D'HISTOIRE
POUR COMPRENDRE
LES CRISES DU PRÉSENT

Flammarion

Jean Tullien



Comment tout cela va-t-il finir? Les haines et les peurs de notre temps ont un parfum de redite, celui des années 30, cette décennie tragique qui mena le monde à l'abîme. Économique, sociale, identitaire ou politique, les crises s'additionnent depuis le krach de 2008, comme au temps de la Grande Dépression de 1929.

Mais qu'en est-il au fond? Le reniement «social-libéral» de François Hollande vaut-il vraiment la «pause» de Léon Blum? Poutine phagocytant l'Ukraine rejoue-t-il Hitler avalant les Sudètes? L'antisémitisme de la génération Soral-Dieudonné illustre-t-il la résurgence des haines d'un Céline? Le danger Le Pen fait-il écho au péril nationaliste d'hier? Telles sont quelques-unes des questions de cet ouvrage, fruit de la rencontre entre deux historiens et deux journalistes, qui se livrent à un incessant aller-retour entre passé et présent. L'Histoire n'est pas un éternel recommencement, mais ces années 30, si proches et si lointaines, si terribles et pourtant fondatrices, éclairent bien étrangement les crises du temps présent...

Claude Askolovitch est journaliste à iTélé. Pascal Blanchard est historien, chercheur au Laboratoire communication et politique (CNRS), spécialiste de la colonisation et de l'immigration. Renaud Dély est journaliste au Nouvel Observateur. Historien, chercheur au laboratoire URMIS (migrations et société), Yvan Gastaut enseigne à l'université de Nice.

Les années 30 sont de retour

Renaud Dély, Pascal Blanchard,
Claude Askolovitch, Yvan Gastaut

Les années 30 sont de retour

Petite leçon d'histoire
pour comprendre
les crises du présent

Flammarion

Remerciements

Les auteurs tiennent à remercier très sincèrement Mary Leroy pour son soutien de chaque instant, son immense patience, sa grande diplomatie et ses conseils judicieux. Merci aussi à Jeanne Morcellet pour son aide précieuse en matière de documentation.

AVANT-PROPOS

« *Les véritables prophètes sont ceux qui modèlent
l'avenir.* »

James Connolly
(révolutionnaire irlandais)

« À force d'écrire des choses horribles, les choses horribles finissent par arriver », maugrée Michel Simon dans *Drôle de drame* de Marcel Carné, bijou d'humour au cœur des années 30, quand on s'amusait encore, avant la chute. À force d'écrire des choses horribles... À force d'écrire que nous y sommes, dans les années 30, allons-nous y revenir vraiment ? La question nous mine depuis 2008. La triple crise financière, économique et sociale qui n'en finit plus d'affaiblir l'Occident nous y oblige. L'échec dans lequel s'enfoncent la gauche au pouvoir renforce ce sentiment de *remake*. La radicalisation d'une droite taraudée et tentée par ses extrêmes en complète le tableau : aux dernières élections européennes, Marine Le Pen a fait de la France le leader européen de l'extrême droite...

Tandis que le monde bouge et se réinvente, en Orient ou en Asie, l'Europe stagne, se referme, renoue dans une certaine ivresse avec le nationalisme et la haine de l'étranger, s'alarmant d'une fantasmagorie « invasion musulmane ». La France, elle, cultive la nostalgie, le « c'était mieux avant », comme pour se convaincre de son inéluctable déclin. Jamais, depuis les années 30, l'avenir n'aura autant été questionné, si fort mis en doute, dans une telle mythification des racines et du passé envolé, dans un tel rejet de ses élites

– politiques, économiques, intellectuelles et médiatiques –, jugées dépassées, inadéquates, défaillantes et corrompues !

Nous y sommes donc ? L'évidence collective confine à l'hypnose. Pas un débat, une chronique, une émission ou un colloque sans que le sujet ne soit évoqué. Réalité ou illusion, facilité et paresse de la pensée ou simple prophétie autoréalisatrice ? Nous avons voulu y voir plus clair.

C'est l'objet de cet essai, écrit à quatre mains, par deux historiens et deux journalistes. Que tout ne réunit pas, mais qui sont confrontés aux mêmes enjeux, et partageant la même vigilance : résister aux peurs, au scepticisme. Ne pas céder au « démon de l'analogie », pour reprendre la formule de l'historien Marc Bloch, sans pour autant balayer d'un revers de manche le mimétisme inquiétant qui nous frappe à huit décennies de distance.

Car les haines et les peurs de notre temps ont un parfum de redite. Certes notre univers – mondialisé, métissé, surinformé, démocratisé et webisé – n'a plus grand-chose de commun avec les années 30. Qui peut croire en 2014 à la résurrection d'un nouvel Adolf Hitler ou à l'imminence d'une Troisième Guerre mondiale ? Mais le choc à venir ne sera pas forcément guerrier : il peut tout autant être « identitaire » ou prendre la forme d'une « nouvelle Guerre froide » entre des peuples repliés sur leurs prés carrés à nouveau cadennassés, corsetés par des néo-intégrismes en quête de pureté...

En plongeant dans le passé, nous n'avons pas voulu jouer les Cassandre. L'histoire n'est pas un éternel recommencement et la science-fiction n'est pas notre apanage. Mais ces années 30, si proches et si lointaines, terribles et fondatrices, peuvent donner du sens aux crises et tensions du temps présent ; éclairer l'obscurité contemporaine à la lumière d'une étoile morte. Ces années de Staline, Hitler, Mussolini, Roosevelt, Blum et Daladier, durant lesquelles les hommes croyaient beaucoup, se trompaient souvent, se haïssaient tant et plus en pensant hâter les fins de l'histoire, en croyant qu'une seule idéologie pouvait guider le monde.

Nous sommes, disions-nous, historiens et journalistes. Notre rencontre n'est pas fortuite. Quand le passé interpelle le présent, les historiens doivent sortir des universités et des laboratoires pour se confronter dans l'espace public aux interrogations contemporaines. Les journalistes ne peuvent plus livrer des éclairages sur

l'actualité en s'abstrayant des problématiques historiques. Nous avons regardé l'actualité au prisme de l'histoire, en mélangeant nos genres, en questionnant les frontières temporelles. Ralph Schor¹, Eugen Weber², Serge Berstein³, Olivier Dard⁴ ou Michel Winock⁵ avaient, avant nous, distingué la décennie « années 30 » de la traditionnelle période de « l'entre-deux-guerres ». Nous sommes partis sur leurs traces, en ouvrant de nouvelles pistes, de nouveaux débats.

Dans leur prolongement, nous nous sommes posés des questions, que nous avons voulu explorer aussi loin que possible. En voici quelques-unes. Le « tournant » social-libéral de François Hollande vaut-il la « pause » de Léon Blum en 1937 ? La gauche trahit-elle toujours quand le réel l'enserme ? Les Jeux olympiques de Sochi renvoient-ils à ceux de Berlin ? Vladimir Poutine phagocytant l'Ukraine rejoue-t-il Hitler avalant les Sudètes ? La fabrication de l'« ennemi intérieur » suit-elle les mêmes recettes, quand celui-ci est communiste comme hier, ou musulman comme aujourd'hui ? Les colonies, que même le Front populaire n'a pas voulu libérer, font-elles écho à nos banlieues métisses et délaissées ? Les croassements antijuifs de la génération Soral-Dieudonné sont-ils mimétiques des haines du temps Céline ? *Valeurs actuelles* sera-t-elle *Gringoire* ? Tapie, Stavisky ? La fascination morbide des « déclinistes » pour la fin annoncée de notre « civilisation » est-elle une redite des anti-conformistes d'alors ? L'outrance du Printemps français décalque-t-elle l'émeute du 6 février 1934 ? Le sort fait aux Roms vaut-il les décrets d'expulsions des métèques sous la III^e République ? Le mythe de l'Exposition coloniale est-il aussi puissant que la victoire des Bleus en 1998 ?

Ce sont nos questions. Il en est d'autres. Nous n'aimons pas conclure avant l'heure, et ne sommes pas sortis à l'identique de nos

1. Ralph Schor, *L'Opinion française et les étrangers en France, 1919-1939*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1985 ; *L'Antisémitisme en France pendant les années trente, prélude à Vichy*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1991.

2. Eugen Weber, *La France des années 30 : tourments et perplexités*, Paris, Fayard, 1995.

3. Serge Berstein, *La France des années 30*, Paris, Armand Colin, 1988 ; *Le 6 février 1934*, Paris, Gallimard-Julliard, 1975.

4. Olivier Dard, *Les Années trente. Le choix impossible*, Paris, Le Livre de poche, 1999 ; *Le Rendez-vous manqué des relèves des années trente*, Paris, PUF, 2002.

5. Michel Winock, *Les Années trente, de la crise à la guerre*, Paris, Seuil, 1990.

comparaisons. Cette « concordance des temps » si chère à Jean-Noël Jeanneney¹ permet au final de verser dans un certain *optimisme* tout relatif : questionner le passé, c'est aussi relativiser ce présent qui nous échappe et nous angoisse. Le reste appartient au lecteur, qui est d'abord citoyen, et qui sait que nul destin n'est tracé que les peuples ne sauraient infléchir.

1. Jean-Noël Jeanneney, *Concordance des temps*, Paris, Éditions Nouveau Monde, 2005 (t. 1) et 2008 (t. 2). Depuis, 1999, Jean-Noël Jeanneney anime une émission hebdomadaire sur France Culture, réfléchissant aux présences du passé dans l'actualité.

Les crises

FAILLITES

Du krach de 1929 à celui de 2008

« Certains de nos banquiers se sont montrés soit incompetents, soit malhonnêtes dans l'emploi des fonds des gens. Ils ont utilisé l'argent qui leur avait été confié à la spéculation et dans des prêts déraisonnables. » La voix est claire, le ton est ferme, le propos ne souffre pas de discussion. Nous sommes le 4 mars 1933. Le nouveau président américain Franklin D. Roosevelt intervient à la radio.

L'heure est aux sanctions des errements de ces banquiers qui ont plongé le monde dans le chaos financier, économique et social quatre ans plus tôt. « Il doit y avoir une stricte supervision des banques, des crédits et investissements ; il doit être mis un terme à la spéculation avec l'argent des autres. » Nous sommes au cœur de la première grande crise du capitalisme moderne. Le monde vient de vivre un des plus grands « chocs » de l'entre-deux-guerres et les effets collatéraux sont tels que toutes les sociétés sont touchées.

Basculons dans le temps. Nous voilà désormais le 21 septembre 2008. Nous sommes à Charlotte, en Caroline du Nord. Le candidat démocrate Barack Obama s'avance sur l'estrade, port altier, ton martial, et lance à la foule qui s'apprête à le porter à la Maison-Blanche quelques semaines plus tard : « L'ère de la cupidité et de l'irresponsabilité à Wall Street et à Washington nous a conduits vers des temps dangereux. » Le futur président soumet son approbation du plan de sauvetage des banques, à hauteur de sept cents milliards de dollars, annoncé par l'administration Bush, à une condition

indépassable : « En échange de leur soutien, les Américains doivent avoir l'assurance que le marché qu'ils concluent reflète les principes de base de la transparence, de l'équité, de la réforme. »

Même son de cloche de ce côté-ci de l'Atlantique. En octobre 1934, au congrès du Parti radical qui se tient à Nantes, l'éphémère président du Conseil qui a démissionné au lendemain des émeutes de février 1934, Édouard Daladier, s'en prend à la folle spéculation attisée par une poignée de nantis qui ne fait qu'aggraver la crise : « Deux cents familles sont maîtresses de l'économie française et, en fait, de la politique française. Ce sont des forces qu'un État démocratique ne devrait pas tolérer, que Richelieu n'eût pas tolérées dans le royaume de France. L'influence des deux cents familles pèse sur le système fiscal, sur les transports, sur le crédit. » Ces « deux cents familles », qui correspondent aux deux cents plus gros actionnaires de la Banque de France, Léon Blum s'y attaquera à la tête du Front populaire deux ans plus tard.

Et que dit le président de la République Nicolas Sarkozy le 25 septembre 2008 lors d'un discours prononcé à Toulon, quelques semaines après la faillite de la banque Lehman Brothers ? « Il faut réglementer les banques pour réguler le système [...], contrôler beaucoup mieux la façon dont elles font leur métier, la manière dont elles évaluent et dont elles gèrent leurs risques, l'efficacité de leurs contrôles internes... » Trois mois plus tard, brandissant le « pacte moral » passé par les banques « avec la nation », il renchérit : « On va interpeller chacun des grands banquiers devant l'opinion et ils prendront leurs responsabilités. Les banques doivent s'engager totalement dans la lutte contre la crise. Elles ont des engagements à tenir vis-à-vis des acteurs économiques et vis-à-vis des Français. »

Et comment oublier le fameux cri du cœur du candidat François Hollande lors de son discours du Bourget, le 22 janvier 2012 ? « Mon véritable adversaire, il n'a pas de nom, pas de visage, pas de parti, il ne présentera jamais sa candidature, il ne sera jamais élu et pourtant il gouverne. Cet adversaire, c'est le monde de la finance », lança-t-il, avant de promettre de « supprimer les stock-options, d'encadrer les bonus ». Au pouvoir, on le sait, le président de la République François Hollande a largement revu à la baisse les prétentions qui étaient celles du candidat... Au début de l'été 2014, son ministre des Finances, Michel Sapin, donne l'estocade finale en déclarant : « Notre amie c'est la finance, la bonne finance. » Au

risque de voir demain, faute d'une législation assez contraignante, une nouvelle bulle spéculative exploser ? Chronique de ces deux crises si semblables, si parallèles, si comparables.

Les mêmes mécaniques à l'œuvre

Nos dirigeants sont-ils aveugles ou amnésiques ? Irresponsables ou incompetents, tous ces banquiers, traders et spéculateurs qui ont mené l'économie mondiale au bord du gouffre, en 2008 comme en 1929 ? Ils sont un peu tout cela à la fois. À comparer l'enchaînement de ces événements qui se sont produits à huit décennies d'intervalle, on est frappé par la similitude des mécanismes à l'œuvre.

À l'origine, un même excès de confiance en une prospérité supposée éternelle, mais reposant sur le sable du crédit et de la spéculation. Dans l'Amérique florissante des années 20, on boursicote à tout va, dans tous les milieux sociaux et dans tout le pays. On emprunte à des taux très bas, on s'endette : c'est le règne du crédit facile. Les Américains vivent bien au-dessus de leurs moyens. Les stations balnéaires, les buildings, les villas poussent comme des champignons. La spéculation remplace l'investissement dans les secteurs d'avenir. La production industrielle se met à stagner, et l'inévitable finit par se produire.

Une foule de spéculateurs prennent conscience que leurs titres sont surévalués par rapport à l'état réel de l'économie. L'inquiétude se répand comme une traînée de poudre. Ils se décident à vendre à la hâte. C'est le krach. Le 24 octobre 1929, en l'espace de quelques heures, un « jeudi noir » emporte Wall Street. Treize millions de titres sont vendus !

Le lundi suivant, le Dow Jones chute encore de 13 %, puis de 12 % le lendemain. En l'espace d'une semaine, on passe d'une économie de l'euphorie à une économie de panique. Les cours s'effondrent, et la perte totale est évaluée à dix-huit milliards de dollars.

Le krach boursier plonge l'économie américaine dans une crise violente. Affolés, traders et banquiers se suicident par dizaines. Le crédit se contracte de façon drastique. Les faillites spectaculaires se multiplient. Des cortèges de chômeurs se forment sur les trottoirs des soupes populaires.

Nombre de signes avant-coureurs auraient pourtant pu laisser deviner l'approche de l'une de ces nouvelles crises cycliques qui frappent le capitalisme depuis la deuxième moitié du XIX^e siècle. Ainsi, au début de l'année 1929, la dette totale des Américains (tous agents confondus) frôlait-elle les 300 %, et près de trois cents établissements bancaires de taille modeste avaient fermé en l'espace de six mois. Mais personne n'y avait pris garde. On ne voulait pas savoir.

Même myopie en 2008 où, comme à l'époque, nul ne s'est préoccupé des indices annonciateurs de terribles secousses. Dès le 20 juin 2007, pourtant, le monde de la finance commence à mesurer la dangerosité du marché des *subprimes*, ces crédits immobiliers gagés sur des biens acquis accordés à des ménages modestes de Californie, de Floride ou de l'Ohio. Ces prêts, dont le montant total atteint mille deux cents milliards de dollars, ont été généreusement distribués à partir du début des années 2000 par des sociétés de crédit peu scrupuleuses. Revendus à des banques et à des investisseurs du monde entier, ils ont accru d'autant le risque d'une crise systémique internationale. Or, en juin 2007, donc, deux fonds spéculatifs de la banque Bear Stearns font faillite. Le marché immobilier commence alors à plonger, et les pertes des banques à se creuser.

Le 15 septembre 2008, l'impensable survient : l'administration Bush décide de laisser choir la banque Lehman Brothers, l'une des plus anciennes banques d'affaires de Wall Street, pensant ainsi faire un exemple. C'est l'inverse qui se produit : la faillite de Lehman Brothers fait vaciller le système bancaire tout entier. Elle signifie que toutes les banques peuvent faire faillite sans que l'État ne vole à leur secours. « C'est la pire décision qui pouvait être prise ; elle va entraîner en quelques jours le système financier mondial au bord du gouffre », résume Jacques Attali¹.

Les épargnants cèdent à la psychose. Ils retirent leurs économies de nombre d'établissements. Le crédit se contracte aussitôt et, en quelques semaines, l'activité économique s'arrête, plongeant le monde dans la récession. C'est d'ailleurs là l'une des principales différences entre les années 30 et l'époque actuelle : de nos jours, la mondialisation des échanges – qu'ils soient de capitaux, de biens

1. Jacques Attali, *La Crise, et après ?*, Paris, Fayard, 2008.

ou de main-d'œuvre – et l'interdépendance des économies qui en découle sont tels que la crise, venue d'outre-Atlantique, n'a mis que quelques semaines à débarquer sur nos côtes et nos marchés.

La crise, loin de nous

À l'inverse, la France s'est longtemps crue à l'abri de l'effondrement des années 30 : marché fonctionnant en autarcie avec l'empire colonial (25 % des échanges) ; économie « traditionnelle » ; croyance en la solidité de ses bases (contrairement à son voisin allemand, qui traversait une crise sans fin depuis la Grande Guerre). Parfait symptôme de l'indifférence des dirigeants hexagonaux face au désastre boursier de Wall Street, André Tardieu, tout juste investi président du Conseil, lance le 31 octobre 1929, soit deux jours après le krach, une politique de grands travaux pour stimuler le développement économique de la France, soutenir le marché de l'emploi et accroître la demande. L'ensemble de ce programme, baptisé « politique de prospérité », recourt largement au déficit budgétaire ! Il entend en effet le financer via un compte de services spéciaux du Trésor intitulé « Perfectionnement de l'outillage national » dont le montant total atteint cinq milliards de francs.

Un îlot de prospérité dans un monde en crise, c'est bien ainsi que les observateurs décrivent l'économie française au début de l'année 1930. Un budget excédentaire de cinq milliards de francs et seulement... mille sept cents chômeurs secourus. En pleine expansion économique, la France connaît le plein emploi et semble à l'abri des turbulences venues de l'autre côté de l'Atlantique. Elle est aveugle et confiante face à la tornade financière qui s'annonce, vivant dans l'euphorie de la queue de la comète des Années folles.

Au même moment, aux États-Unis, le chômage atteint 25 % de la population active, les salaires régressent de près de 40 % et les prix reculent de 27 % entre la fin 1929 et le début de l'année 1932. C'est au gigantisme américain, à la folie des grandeurs des investisseurs et à la voracité des financiers qu'est attribuée la violence de cette crise, qui semble menacer le capitalisme lui-même. Concentrée sur un tissu de PME modestes, orientée vers son marché intérieur et les échanges métropole-colonies, l'économie

française, elle, croit pouvoir résister à ces vents mauvais. Cet espoir dure deux ans, jusqu'à l'automne 1931, au moment où l'Exposition coloniale internationale ferme ses portes aux trente-trois millions de visiteurs qu'elle a émerveillés par des produits en abondance exposés dans les pavillons coloniaux du bois de Vincennes.

Stabilisé par la politique du gouvernement Poincaré entre 1926 et 1928, le franc apparaît comme une monnaie forte et sûre. Les réserves monétaires de la Banque de France semblent inépuisables. Si l'on fixe l'indice général de production industrielle au niveau d'une base 100 en 1929, la France était encore à 102 en 1931 alors que la Grande-Bretagne avait reculé à 85, l'Allemagne à 79 et les États-Unis à 74. « La crise économique s'était abattue sur la Grande-Bretagne et l'Allemagne comme le blizzard ; en France, on la vécut plutôt comme un crachin importun », commente Eugen Weber¹. L'illusion est totale.

Alors que ses voisins, dont les secteurs les plus dynamiques font massivement appel au crédit, sont frappés de plein fouet, l'économie française, qui investit peu et se croit à l'abri derrière ses barrières douanières, n'attire guère les capitaux étrangers. Dans un premier temps, elle n'est donc qu'assez faiblement touchée par la contraction du marché mondial. Le culte de la petite entreprise et le caractère archaïque et colonial de ses structures économiques la protègent.

La France finit toutefois par être rattrapée par la crise internationale. La production industrielle du pays baisse de façon très nette à partir de septembre 1931. Cette chute coïncide avec la dévaluation de la livre sterling, dont l'importance entraîne la dévaluation des monnaies de nombreux autres pays : Scandinavie, Finlande, pays du Commonwealth, Portugal, Autriche, Japon... Dès lors, les effets de la dépression et cette série de dévaluations entraînent une baisse forte des cours des matières premières, des denrées agricoles mais aussi des produits manufacturés : les produits français se retrouvent 20 % plus chers que ceux de nos concurrents. Les exportations s'écroulent, les faillites se multiplient et le chômage s'envole. La France plonge dans la crise. On recense officiellement environ quatre cent soixante-cinq mille chômeurs en France en 1933, mais

1. Eugen Weber, *La France des années 30 : tourments et perplexités*, op. cit..

il faut plus que doubler ce chiffre pour obtenir une estimation satisfaisante tant les statistiques, balbutiantes, sont imprécises.

Après avoir longtemps versé dans un optimisme excessif, les autorités adoptent brutalement l'attitude inverse, tout aussi classique, et tout aussi inefficace : elles succombent à des réflexes protectionnistes. La presse retentit d'appels à la préférence nationale et exhorte ses lecteurs à n'acheter et ne consommer que des produits français. Le mensuel féminin *Femina* rappelle ainsi à ses lectrices que l'élégance ne peut être que « nationale et civique » car « acheter français, ce n'est pas seulement faire montre de patriotisme, c'est aussi faire preuve de bon goût ¹ ».

La France relève les droits de douane sur les produits agricoles dès l'automne 1931, puis, en mars 1932 sur les produits industriels. Elle institue aussi une surtaxe de change à l'encontre des pays ayant dévalué leur monnaie. Les produits britanniques subissent une surtaxe de 15 % entre novembre 1931 et juin 1934. Le gouvernement instaure également une politique de contingentement pour fixer a priori les quantités totales d'un certain nombre de produits importés, d'abord le charbon et les produits azotés, puis l'ensemble des produits industriels.

Hélas, pas plus que la ligne Maginot, les mesures protectionnistes adoptées dans l'urgence ne suffisent à protéger l'économie française de la crise internationale. La crise s'installe en France durablement.

Cet échafaudage jadis de barrières douanières est à peu près aussi efficace que l'hymne présent au « patriotisme économique » et au *made in France*, entonné du printemps 2012 à l'été 2014 par l'homme à la marinière, Arnaud Montebourg – ancien ministre du Redressement productif puis de l'Économie tout entière, chevalier blanc de la lutte contre les délocalisations, finalement renvoyé d'un gouvernement refusant de rompre avec les logiques financières et européennes. En 2014, comme en 1934, les incantations ne pèsent pas bien lourd à l'heure du capitalisme mondialisé. Pire, cette attitude de repli contribue à enfoncer la France un peu plus dans la crise et à l'empêcher de monter dans le train de la reprise. Alors que celle-ci se fait sentir hors de nos frontières à partir de 1935, la crise se prolonge en France jusqu'en 1938, la croissance ne revenant

1. Eugen Weber, *op. cit.*

vraiment de façon nette qu'à la veille de la guerre. Plus tardive, plus longue, plus structurelle fut ainsi l'installation de la crise dans l'Hexagone et dans son empire colonial¹.

Les mesures protectionnistes ont établi un mur entre la situation économique hexagonale et celle de nos voisins, empêchant le pays de profiter du retour de l'activité qui se manifeste ailleurs. De même, les facteurs structurels qui avaient retardé l'arrivée de la crise se retournent contre la France et éloignent l'horizon de la reprise : à l'abri des barrières douanières, les petites entreprises, en maintenant des prix élevés sur le marché intérieur, freinent la production au lieu d'améliorer leur productivité pour reconquérir le marché national et international.

Quatre-vingts ans plus tard, les mêmes caractéristiques perdurent ; les mêmes pesanteurs semblent s'installer ; le même aveuglement est à l'œuvre. Au regard de ses concurrents, l'économie française manque encore de multinationales puissantes et souffre, faute d'investissements suffisants, d'un vrai retard quant à la modernisation de son appareil productif. Par-delà ces handicaps structurels, l'économie française avait subi dans les années 30 une double erreur de pilotage qui n'avait contribué qu'à aggraver les dégâts de la crise et à la faire durer un peu plus.

Le drame, c'est qu'en ce début de XXI^e siècle les mêmes mécanismes reproduisent les mêmes effets, les mêmes erreurs.

Le tout premier concerne la politique monétaire. Dans les années 30, les gouvernements successifs s'acharnaient à vouloir maintenir à tout prix la valeur du franc. Et empêchaient ainsi les produits français de devenir plus compétitifs sur les marchés internationaux. Les États-Unis et la Grande-Bretagne dévaluent, quelques rares hommes politiques français, comme Paul Reynaud ou Raymond Patenôtre, préconisent à leur tour de recourir à la dévaluation à partir de 1934, mais, de l'extrême droite au PCE, l'ensemble du monde politique la rejette obstinément. Un refus qui n'est pas justifié seulement par des considérations économiques, mais aussi par des impératifs idéologiques. « L'objectif commun est d'éviter la dévaluation, qui, en raison des présupposés théoriques et de l'état d'esprit du moment, apparaît, depuis l'avènement d'un

1. Jacques Marseille, *Empire colonial et capitalisme français*, Paris, Albin Michel, 2004 (rééd.).

régime communiste, comme l'"arrêt de mort" du capitalisme », relèvent Bernard Droz et Anthony Rowley¹.

De l'opinion publique aux administrateurs de la Banque de France, l'unanimité nationale règne autour du franc fort. La stabilité monétaire est érigée en dogme qu'il serait malhonnête de rompre. « Le fétichisme de la monnaie est d'autant plus fort que les Français de l'époque jugent la richesse d'un pays au montant de ses réserves monétaires », note Serge Berstein². Pas question de rogner le revenu des rentiers, véritable coffre-fort de cette société vieillissante. La monnaie est érigée en clef de voûte des valeurs de la société française.

Une erreur récurrente commise par nos gouvernants en temps de crise... hier, comme aujourd'hui. Ainsi, au fil des années 80 puis des années 90, l'ensemble de la classe politique, gouvernements socialistes en tête, s'est converti à cette nouvelle religion. C'est le temps du « franc fort » incarné notamment par les années Bérégo-voy, illustration de la mémoire courte de nos dirigeants. L'économiste Nicolas Baverez en a fait le sombre constat il y a près de vingt ans en rapprochant la politique économique de Pierre Laval dans les années 30 de celles des gouvernements du début des années 90 : « La déflation Laval est une tentative de baisse des prix qui s'est achevée par un échec très grave ayant fortement contribué au décrochage de l'économie française à cette époque. Cette politique faisait l'objet d'un large consensus en France, au-delà même des milieux politiques, qui n'est pas sans rappeler la politique du franc fort actuelle³. »

Digne héritière de celle du « franc fort », la politique de l'« euro fort », érigée en horizon indépassable de la zone euro, a pris le relais dans les années 2000-2010, et provoqué les mêmes effets. Jalousement protégé par les gouverneurs successifs de la Banque centrale européenne – Wim Duisenberg, Jean-Claude Trichet puis Mario Draghi –, l'euro fort est devenu un totem doublé d'un tabou. Il ne souffre aucune contestation, pas même un débat : la monnaie avant l'emploi, d'une crise à l'autre, le leitmotiv de nos

1. Bernard Droz, Anthony Rowley, *Histoire générale du XX^e siècle, jusqu'en 1949, Déclins européens* (première partie), Paris, Le Seuil, 1986.

2. Serge Berstein, *La France des années 30, op. cit.*.

3. Nicolas Baverez, note de l'institut Euro 92, « La déflation Laval », décembre 1996.

gouvernants n'a pas changé. Rassurer les marchés, apaiser les banquiers, quitte à attiser la colère du peuple frappé par le chômage. L'Europe s'enfonce alors dans la crise, et l'endettement est tel que des pays s'effondrent littéralement, comme la Grèce, le Portugal, l'Espagne ou l'Irlande. Pour les autres, c'est le chacun pour soi, et l'unité monétaire se double d'une incapacité à mettre en place une « relance » à l'échelle de la vieille Europe.

La seconde erreur stratégique, tout aussi néfaste, s'incarne en un mot, qui continue de faire cauchemarder les économistes tant il leur rappelle de sombres souvenirs : la déflation.

Écartant toute politique de relance de l'activité par l'augmentation du pouvoir d'achat, les gouvernements français rivalisèrent à partir de 1932 d'ingéniosité pour appliquer des mesures d'austérité drastiques. Coupant le recours au crédit – au risque de stopper l'un des principaux moteurs de l'économie –, ils entreprirent de s'attaquer au déficit budgétaire jugé responsable de la crise. Soucieux de gérer l'économie française en « bons pères de famille », les présidents du Conseil qui se succèdent de 1931 à 1935 – en pleine période de crise politique – vont donc s'atteler à conduire une politique de déflation implacable. En diminuant ses dépenses, l'État est supposé montrer l'exemple, la marche à suivre pour encourager la déflation et améliorer la compétitivité des produits français sur le marché international. Cette conviction-là fait l'unanimité ; elle n'est pas sans nous rappeler la période 2010-2014 et les politiques publiques mises en œuvre, véritable fil conducteur des gouvernements qui se succèdent.

Une pensée unique

Dans les années 30, les cabinets éphémères tombent et les gouvernements se succèdent, mais la même politique économique demeure, tous les présidents du Conseil s'y ralliant sans réserve ; elle est partagée par des hommes de droite, comme Pierre Laval ou André Tardieu, aussi bien que par des dirigeants classés à gauche ou radicaux, Édouard Herriot, Joseph Paul-Boncour ou Édouard Daladier. Dans la France actuelle, c'est le même concert d'approbations, de François Fillon à Jean-Marc Ayrault, jusqu'aux premiers

engagements de Manuel Valls à la tête du gouvernement depuis le 31 mars 2014.

Lorsque la droite reprend en main les affaires du pays, de 1934 à 1936, ni Gaston Doumergue, ni Pierre-Étienne Flandin, ni Pierre Laval ne se départissent de cette politique. « Si les politiques déflationnistes paraissent rétrospectivement inadaptées et susceptibles d'avoir entretenu la dépression, elles n'étaient dépourvues ni d'arguments théoriques ni de bon sens apparent, rappellent Bernard Droz et Anthony Rowley. La déflation recueillait l'assentiment de tous les économistes. La déflation budgétaire présentait l'avantage de la simplicité. L'assainissement des finances publiques reproduisait les règles de la bonne gestion privée : ajuster les dépenses à des recettes moindres était un slogan politique commode et électoralement rentable¹. »

C'est bien une « pensée unique » qui s'impose pour conduire la politique économique du pays, et il semble impossible de sortir du sentier balisé – comme aujourd'hui celui de la règle des 3 % de déficit. Les gouvernements successifs rognent sur le traitement des fonctionnaires, Gaston Doumergue décidant par exemple en avril 1934 une diminution de 10 % des crédits des personnels de tous les ministères pour enclencher une réduction des effectifs. Exaspérés, les fonctionnaires sont ainsi désignés à la vindicte de l'opinion publique comme des profiteurs de la crise. Cela ne vous rappelle rien ? Le même ressentiment est attisé de nos jours par les démagogues et analystes de tout poil envers les agents des services publics désignés comme des privilégiés. « Mal vus du grand public qui voyait en eux des touche-à-tout tatillons et mal dégrossis, assurés de leur emploi et de leur retraite, les fonctionnaires étaient la cible privilégiée du courroux des contribuables », raconte Eugen Weber². Leur recrutement ralentit dès 1933 et leurs primes et salaires d'abord, puis leurs pensions et retraites sont réduits. Dans un deuxième temps, le gouvernement envisage même de s'attaquer aux pensions des anciens combattants : comme si aujourd'hui on voulait s'attaquer aux retraités dans la société française au regard de leur place centrale dans la société de l'après-guerre. Leur lobby est alors si puissant (à travers les associations, comme l'UNC) et si

1. Bernard Droz, Anthony Rowley, *op. cit.*

2. Eugen Weber, *op. cit.*

bien organisé (avec les ligues comme les Croix-de-Feu) que le cabinet Tardieu recule très vite.

L'exaspération générée par la politique de déflation atteint un sommet avec les décrets-lois Laval de juillet, août, puis octobre 1935. Le président du Conseil impose alors une réduction de 10 % de toutes les dépenses de l'État sans exception, depuis le traitement des fonctionnaires jusqu'aux pensions. La même baisse est infligée aux loyers, au prix du gaz et de l'électricité, aux emprunts publics et privés ainsi qu'aux droits et émoluments des professions libérales. Les décrets-lois de Laval provoquent une vague de manifestations, grèves et émeutes à travers le pays. On voit des magistrats et même des généraux défiler aux côtés des enseignants ou des douaniers. Les traitements du secteur privé subissent peu ou prou une diminution similaire. La violence de ces mesures se heurte à l'amorce de reprise hors de nos frontières. On est sidéré par la similitude des réactions et politiques publiques, comme si le scénario des années 2010 avait déjà été écrit huit décennies plus tôt.

En réduisant de façon si drastique le revenu des Français, le gouvernement prend à rebrousse-poil la plupart de ses partenaires chez qui l'activité stagne. Résultat, les recettes du budget de l'État continuent de refluer, de 41 milliards de francs en 1934 à 38,8 milliards en 1936 tandis que les dépenses augmentent de 49,8 milliards à 55,7 milliards, le service de la dette exigeant de recourir un peu plus à l'emprunt. Au final, c'est la chute du revenu des classes moyennes qui pèse le plus lourd et plombe le moral de l'opinion. Ce groupe constituait l'assise sociale et politique de la III^e République. Frappé de plein fouet par la crise, il fragilise d'autant le régime. Atteint, il symbolise une société à l'arrêt, où les espoirs d'ascension sociale s'évanouissent. Aujourd'hui, comme hier, ce sont les classes moyennes qui sont touchées, sans que pour autant la courbe du chômage se stabilise ou ne décroisse, ou que les retraités et les jeunes voient leur situation s'améliorer.

Le drame, c'est qu'à observer les décisions prises par les gouvernants européens depuis 2008, les leçons de la catastrophe économique des années 30 n'ont pas été retenues. Les États de la zone euro renouvellent exactement les mêmes erreurs depuis le krach de 2008, et plus encore la crise des dettes publiques qui a suivi à partir de l'été 2011. Les politiques d'austérité repoussent chaque trimestre

un peu plus loin toute perspective de reprise économique significative, celle-ci devenant même un objectif indépassable, comme irréal. La réduction des dépenses publiques anesthésie la consommation. Et nul n'ose se demander publiquement si la purge ne va pas tuer le malade. La moindre voix discordante est jugée dissidente. Fin août 2014, la rébellion du ministre de l'Économie, Arnaud Montebourg, a même provoqué son éviction et son remplacement par Emmanuel Macron, jeune et brillant haut fonctionnaire, libéral et inventeur du pacte de responsabilité.

Potions amères

Le refrain est connu, la conviction de tous les experts assurée, les choix économiques des gouvernements de la zone euro largement partagés, depuis le krach de 2008 et l'arrivée de la crise en Europe : l'heure est à l'austérité, aux efforts, au labeur. Gel des salaires, baisse des effectifs de la fonction publique, économies tous azimuts et allongement de la durée du travail : la potion amère s'impose à tous. Sans résultat probant – sauf pour limiter l'effondrement grec, irlandais ou espagnol –, sinon les fermetures d'usines, les plans sociaux à répétition et la montée électorale des extrêmes dans des zones à l'économie dévitalisée.

La crise qui plombe les économies occidentales depuis l'automne 2008 est bien la plus longue depuis... celle qui les frappa dans les années 30. C'est aussi la plus violente – car structurelle –, la plus profonde – celle de 1973 était due au prix du pétrole –, et la plus terrible en matière de conséquences sociales et humaines. Y aurait-il là comme une erreur de diagnostic partagée ? Une crise longue, une période de stagnation qui dure plus longtemps que chez nos voisins, un horizon bouché : oui, la politique d'austérité infligée à l'économie française semble bien produire les mêmes effets désastreux que dans les années 30.

Le 14 janvier 2014 lors d'une grande conférence de presse à l'Élysée, le président de la République François Hollande croit bon de serrer un peu plus la vis en annonçant un vaste programme d'économies de dépenses publiques chiffré à cinquante milliards. À coups de « pactes », de « compétitivité » et de « responsabilité », le

président socialiste a fait le choix d'une rigueur accrue. Tournant le dos à sa longue tradition de gauche de mise en œuvre d'une politique de la demande, qui fut notamment celle de François Mitterrand en 1981-1982, François Hollande revendique haut et fort une étiquette social-démocrate aux relents « sociaux-libéraux » pour prôner une politique de l'offre. Avec un mot d'ordre, sus aux déficits publics et à l'endettement de l'État !

Après le temps de l'effort fiscal des années 2012-2013, vient donc celui de la purge sous la forme d'économies massives. Le gouvernement français se rallie ainsi à la politique suivie de façon plus douloureuse encore dans le Sud de l'Europe, en Grèce, en Italie, au Portugal et en Espagne, mais aussi en Irlande. Problème : à mesure que ces choix se concrétisent, les déficits se résorbent plus lentement que prévu, la dette continue de se creuser, le chômage ne cesse de battre des records, et le retour de la croissance n'en finit plus de s'éloigner. Et si l'austérité, loin de sortir la France et l'Europe de la crise, les y enfonceait un peu plus ? Pour le chœur des économistes libéraux, la question fait encore figure de tabou.

Le prix Nobel américain Joseph Stiglitz annonce l'imminence de la déflation à longueur de chroniques dans le *New York Times*. L'économiste en chef du Fonds monétaire international (FMI), Olivier Blanchard sonnait le tocsin le 14 mai 2014 à New York : « La probabilité de voir la zone euro tomber en déflation d'ici à 2015 est de 25 %¹. » Les dirigeants de la Banque centrale européenne (BCE) voient poindre ce danger de façon de plus en plus pressante. Et même le tandem exécutif a pointé le « risque déflationniste » à l'été 2014. L'addition des politiques de modération salariale dans les services publics et privés² et la succession de réformes tendant à la flexibilisation du marché du travail ont poussé au tassement, puis au reflux des prix. L'euro s'appréciant de plus en plus par rapport au dollar, les pays de la zone euro ne parviennent pas à réduire leur dette publique qui atteint en juin 2014 en moyenne 92,6 % du PIB pour l'ensemble de la zone euro, et jusqu'à 130 % au Portugal ou 175 % en Grèce ! La France est sur la même pente.

« L'inflation est au plus bas depuis 1993. Les banques détruisent de l'argent », s'alarme la députée socialiste Karine Berger, qui décrit

1. *Le Monde*, 3 juin 2014.

2. Les rémunérations ont par exemple baissé de 3 % par an en Grèce depuis 2010 et de 8 à 13 % en quatre ans en Espagne.

une situation « typique de la déflation¹ ». Loin de relancer le marché de l'emploi, il est même à craindre que les mesures d'économies détaillées par le Premier ministre Manuel Valls le 17 avril 2014 ne gonflent un peu plus le chômage. La rapporteure générale de la commission des finances de l'Assemblée nationale, Valérie Rabault, a dévoilé à la fin du mois de juin 2014 l'existence d'une note des services du ministère de l'Économie expliquant que le plan d'économies de cinquante milliards d'euros ferait disparaître deux cent cinquante mille emplois d'ici 2017, alors que le pacte de responsabilité n'en créerait que cent quatre-vingt-dix mille au cours de la même période. À l'arrivée, un déficit final de soixante mille emplois d'ici la fin du quinquennat Hollande ! Au milieu de ces chiffres, les têtes tournent, les opinions doutent et n'ont plus confiance ; et, alors que l'économie repart outre-Atlantique, que la croissance revient, par à-coups, dans les BRIC, notre économie, et celle de toute la zone euro, semble s'installer dans la précarité et l'austérité.

Le pire, c'est que ce choix ne produit pas que des drames économiques et sociaux. Il est aussi source d'une crise politique périlleuse qui remet en cause les fondements même d'une République impuissante à juguler la crise, et comme indifférente aux malheurs de ses enfants. René Rémond avait disséqué les conséquences de cette interminable crise des années 30, tant sur la psychologie des masses que sur le fonctionnement des régimes démocratiques : « L'opinion perd confiance dans les institutions démocratiques, qu'elle identifie au capitalisme, et dans l'inspiration libérale de la démocratie parlementaire. De larges secteurs de l'opinion publique en Europe deviennent disponibles pour les aventures et prêtes à écouter les appels d'agitateurs². » « Sans la Grande Crise, le fascisme aurait-il pris une telle importance dans l'histoire universelle ?, se demandait en écho Eric Hobsbawm vingt ans plus tard. Probablement pas³. »

En 2008, au moment du déclenchement de l'actuelle crise, Jacques Attali s'inquiétait en des termes voisins. L'ancien conseiller

1. *Le Nouvel Observateur*, 10 juillet 2014.

2. René Rémond, *Le XX^e siècle, de 1914 à nos jours*, Paris, Le Seuil, 1974.

3. Eric J. Hobsbawm, *L'Âge des extrêmes, Histoire du court XX^e siècle*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1994.

de François Mitterrand prévenait qu'avec une « dépression » longue, d'une durée de cinq ou dix ans, « la crise financière mondiale, devenue économique, basculerait dans une crise sociale et politique majeure ; des centaines de millions de gens seraient menacés de chômage ; le régime politique lui-même serait critiqué, rejeté comme incapable de maîtriser le "golem" des marchés qu'il aura contribué à créer. Toute l'idéologie de nos sociétés individualistes et déloyales serait remise en cause. Et la démocratie avec elle ». Avant de s'interroger, gravement : « La crise financière qui commence aujourd'hui si mystérieusement ne sera-t-elle qu'un accident de parcours [...] ou une crise longue dont seule une guerre mondiale fournira l'issue, comme en 1929 ? »¹

1. Jacques Attali, *op. cit.*

L'EUROPE DES EXTRÊMES Du fascisme au populisme

2014, l'Europe a peur, et s'offre aux *fachos* et aux ultras... En 1979, lors des premières élections au Parlement européen, l'extrême droite et les nationaux-populistes étaient invisibles¹, à l'exception du MSI italien, qui a fait depuis son *mea-culpa* idéologique. En 2014, à l'occasion des élections européennes, les nationaux-populistes² imposent leur marque sur tout le continent. Est-ce le début d'une conquête du pouvoir ? Assiste-t-on au retour des Croix fléchées ou des Croix-de-Feu, de la Garde de fer et des chemises noires, des Rexistes et autres Franquistes, replâtrés en populistes antimusulmans et anti-Union européenne ? Assurément, ces nouveaux « ultras » n'ont peur de rien : ils veulent le pouvoir ou l'exercent et s'affichent résolument modernes, dynamiques et sans complexes.

Les nationaux-populistes n'ont en fait qu'une centaine d'élus au Parlement européen et ne parviennent pas à former un groupe unique, mais ils symbolisent une tendance qui déstabilise la vieille Europe des joutes électorales droite/gauche. En tout cas, ils ont marqué l'opinion – y compris la presse internationale qui n'a vu que cela dans cette élection européenne sans grande passion –, et s'imposent, comme dans les années 30, en force politique pivot³.

1. Cas Mudde, *Populist Radical Right Parties in Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

2. *Le Monde*, 5 octobre 2013 ; Dominique Reynié, *Populisme : la pente fatale*, Paris, Plon, 2011.

3. Eugen Weber, *op. cit.* ; Kevin Passmore, *Fascism : A very Short Introduction*, Oxford, Oxford University Press, 2002.

Car ils sont partout, et c'est cela la nouveauté. Ils se battent, engagent moult « guerres des mémoires¹ » et sont capables de mutations extrêmement rapides. Ils ne sont pas comme leurs aînés, eux prétendent incarner le renouveau, le progrès, la modernité, en un mot le « changement ». Plus modernistes que réactionnaires, plus innovants que conservateurs, ils gagnent l'opinion en étant à son écoute, « comme le peuple² ». Leur argumentaire est labile. Ils ne se disent pas antimusulmans, mais défenseurs de l'Occident ; pas anti-Roms, mais défenseurs de la sécurité individuelle ; pas anti-capitalistes, mais dotés d'une forte fibre sociale. Ils parlent d'avenir, du déclin de l'Europe, d'ordre, mais aussi de liberté et de morale.

Dans certains grands pays pivots de l'Union européenne – comme la Grande-Bretagne, la France, ou l'Italie –, ces mouvements nationaux-populistes occupent la « première place », après une longue conquête des espaces électoraux³. Le Front national s'autoproclame « Premier parti de France » sur les murs du pays avec des affiches qui font penser à celles d'André Galland dans les années 30. En Suisse et en Hongrie⁴, ils sont déjà au pouvoir. Ils ont marqué des points aux Pays-Bas, au Danemark, en Flandre, en Grèce ou en Norvège⁵... L'Europe peut trembler.

Ils sont là...

Si cette dynamique n'est pas unilatérale – puisqu'en Bulgarie, en Roumanie, en Slovénie, en Allemagne ou en Suède, les mouvements nationalistes et populistes stagnent ou reculent –, elle a pour spécificité de s'inscrire dans la durée. De fait, ils sont encore inexistant dans certains pays, pourtant touchés en profondeur par la crise, comme l'Irlande, l'Espagne ou Chypre. Mais ce qui se détache

1. Pascal Blanchard et Isabelle Veyrat-Masson, *Les Guerres de mémoires. La France et son histoire*, Paris, La Découverte, 2008.

2. Guy Hermet, *Les Populismes dans le monde. Une histoire sociologique XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Fayard, 2001.

3. Gilles Ivaldi, *Droites populistes et extrêmes en Europe occidentale*, Paris, La Documentation française, 2004.

4. Balázs et Bálint Ablonczy, « L'extrême droite allemande : une stratégie de communication moderne », in *Hérodote*, n° 144, janvier 2012.

5. Cyril Coulet, « Les droites extrêmes et populistes dans les pays nordiques », in *Hérodote*, n° 144, janvier 2012.

de cette nouvelle cartographie politique européenne, c'est que partout où ils sont forts et installés, partout où ils ont mué et renouvelé leurs leaders, ils progressent encore électoralement ; là où ils sont en déclin, ils sont en quête de renouveau et d'une nouvelle posture « moderniste » se dégageant définitivement des vieux stigmates fascisants.

Rien n'est uniforme cependant. Deux grandes tendances s'opposent au Parlement européen, avec d'une part l'UKIP¹ et d'autre part le FN², les deux pivots des alliances « concurrentes ». À la marge de ces deux groupes, le Jobbik hongrois et les Grecs d'Aube dorée rappellent que les oripeaux du nazisme n'ont pas totalement disparu.

Cette cartographie rappelle fortement l'Europe des dictatures des années 30³, qui voyait émerger des formes diverses ultranationalistes ou fascistes, dont certaines répondaient à l'appel du grand frère allemand en 1935 à Nuremberg⁴ ou applaudissaient des deux mains au « renouveau » fasciste italien et à la victoire de Franco en Espagne dans un « conflit de civilisations ». À chacun son modèle, mais tous filaient dans la même direction : les régimes autoritaires et la fin de la démocratie.

L'Europe était alors sous la contagion des idéologies extrêmes⁵ et tous les six mois une nouvelle dictature émergeait et s'imposait. Aux côtés des Fascistes italiens, Primo de Rivera puis les Franquistes en Espagne⁶, on trouvait aussi les Croix-de-Feu, la Solidarité française et le PPF en France, Ignaz Seipel et Engelbert Dollfuss en

1. Le 18 juin 2014, l'UKIP a fondé au Parlement européen l'EFD (Europe, liberté, démocratie) avec le Mouvement 5 Étoiles italien, les Démocrates suédois, deux députés lituaniens, un Letton et un Tchèque (voir le Programme de l'UKIP, <http://www.ukip.org/issues>).

2. Pour le FN, l'alliance a été tentée sans succès avec des mouvements historiques de l'ultra-droite comme le Parti pour la liberté (PVV) néerlandais, le Vlaams Belang belge, le Parti de la liberté autrichien, et la Ligue du Nord italienne mais aussi par un rapprochement avec les Polonais du KNP et les Bulgares du VMRO.

3. Philippe Burrin, *Fascisme, nazisme, autoritarisme*, Paris, Le Seuil, 2000 ; Pierre Milza, *Les fascismes*, Paris, Imprimerie nationale, 1985.

4. Yves Durand, *Le nouvel ordre européen nazi : la collaboration dans l'Europe allemande, 1938-1945*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1990.

5. Robert Paxton, *Le fascisme en action*, Paris Le Seuil, 2004.

6. Antony Beevor, *La Guerre d'Espagne*, Paris, Calmann-Lévy, 2006 ; Émile Temime, *1936, la Guerre d'Espagne commence*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2006.

Autriche¹, les nazis au pouvoir en Allemagne, les Croix fléchées-Hungarista en Hongrie à partir de 1935, la Garde de fer en Roumanie, les rexistes en Belgique, les partisans de Salazar au Portugal ou les régimes autoritaires en Grèce, en Yougoslavie, en Pologne² ou en Tchécoslovaquie... Ce processus avait commencé à l'aube des années 20 en Hongrie et en Italie, puis s'était diffusé dans toute la « vieille Europe » à partir de la Pologne, de la Lituanie, du Portugal, de la Yougoslavie avant d'atteindre l'Allemagne. À la fin des années 30 et avec le déclenchement du conflit mondial, ces mouvements politiques s'étaient alliés, avaient collaboré et, pour certains, préparaient la guerre ensemble³. Ils n'avaient pas le choix : pour imposer leur modèle, il fallait être hégémonique et conquérant. Dans ces années-là, on était « brun » ou « rouge », aussi ne restait-il au final qu'un espace ténu pour les régimes démocratiques.

À regarder ce passé, nous avons le sentiment de retrouver le contexte politique de l'entre-deux-guerres, ce que souligne Raphaël Liogier⁴ lorsqu'il signale plusieurs points communs entre les deux époques, et le succès croissant des nationaux-populistes depuis la Seconde Guerre mondiale⁵. Heureusement, nous n'en sommes pas encore là, et l'enjeu politique est fondamentalement différent. Désormais, deux forces s'opposent en Europe : les grands partis démocratiques (de droite comme de gauche ou écologiste) et les nationaux-populistes. C'est cette binomie qui fait question, dans la mesure où ces derniers s'affichent comme une « alternative » à l'« incurie » des partis traditionnels.

Entre 2011 et 2013, ces coalitions droite-gauche qui traversent toute l'Europe⁶ donnaient déjà le sentiment qu'il n'y aurait plus

1. Félix Kreissler, *L'Anschluss, une affaire européenne*, Rouen, PUR, 1991.

2. Paul Zawadzki, « Les populismes en Pologne », in Pierre-André Taguieff (dir.), *Le retour du populisme. Un défi pour les démocraties européennes*, Paris, Encyclopaedia Universalis, 2004.

3. Michel Winock (dir.), *Les années 30 : de la crise à la guerre, op. cit.* ; Zeev Sternhell, *Ni droite, ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1987.

4. Raphaël Liogier, *Ce populisme qui vient*, Paris, Textuel, 2013.

5. « Le renforcement tendanciel de l'extrême droite témoigne d'une profonde crise économique et sociale en Europe », précise Jean-Yves Camus à *RLA Novosti* en juillet 2014, « annonçant une montée de l'influence de l'extrême droite » (<http://fr.ria.ru/world/20140703/201708149.html>).

6. En Irlande, en Belgique, aux Pays-Bas, en Allemagne, au Danemark, en Finlande, en République Tchèque, en Autriche, en Slovaquie, en Italie, en Roumanie et en Grèce.

que d'un côté les partis de gouvernement coalisés et soutenus par la technocratie et l'Union européenne, et de l'autre les nationaux-populistes soutenus par le peuple. Certains annoncent dans leurs pays une volonté d'union électorale à court terme (l'UKIP britannique de Nigel Farage et le FPÖ autrichien¹, mais aussi au Danemark ou en Lituanie) et d'autres une opposition explicite aux partis majoritaires sans accord (le FN français). D'autres encore affichent le désir de prendre les commandes en solo (le Mouvement cinq étoiles en Italie) ou de s'engager vers le séparatisme (comme en Flandres). Si leurs stratégies divergent, leur objectif commun reste l'accession au pouvoir.

Si la situation actuelle ressemble à celle des années 30, ce n'est pas seulement pour ces accointances idéologiques et les liens symboliques tissés entre passé et présent (voire même pour certains la nostalgie de ces temps bénis), mais bien plus par la posture et la stratégie. Les nationaux-populistes ont vécu à la marge de l'échiquier politique européen pendant un demi-siècle (1945-1995) ; ils étaient illégitimes, nostalgiques du passé et affligés d'un racisme caricatural. La mutation s'est engagée dans la décennie suivante (1995-2005), pour conserver le credo tout en marquant une rupture symbolique avec le passé. De nouveaux leaders ont émergé, les programmes se sont adaptés à l'air du temps, et le populisme outrancier a laissé place à un message plus élaboré. Les opinions publiques en crise ont commencé à regarder et à croire en ces mouvements tournés vers l'avenir. D'autant que nombre de partis de droite traversaient des périodes difficiles (comme en France) et que les partis sociaux-démocrates ou socialistes n'en finissaient pas de faire leur mue, comme en Italie.

Les modernistes

À regarder de près les résultats des élections du printemps 2014 (et en incluant les pays hors UE), on voit émerger trois grandes

1. Patrick Moreau, « Le Freiheitliche Partei Österreich, parti national-libéral ou pulsion austro-fasciste ? », *Pouvoirs*, n° 87, novembre 1998 ; Patrick Moreau, « L'Autriche n'est pas une nation de nazis ! Réflexion sur l'association au pouvoir du FPÖ », in Pascal Perrineau (dir.), *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*, Paris, Éditions de l'Aube, 2001.

typologies de mouvements. Un *immense C*, allant de la Grèce (avec les trois députés d'Aube dorée clairement néonazis, mais aussi le LAOS¹) à la Finlande (avec les Vrais Finlandais²) : un grand arc relativement cohérent qui regroupe une douzaine de pays en son cœur. C'est cette douzaine de nations qui sont au cœur de l'œil du cyclone national-populiste. Ces partis sont dans cette modernité, cette dédramatisation, qui leur permet de penser le pouvoir comme un but en soi.

Dans le centre-sud de l'Europe, quatre pays s'installent dans la même spirale ultranationaliste : l'Italie – avec ses cinq députés de la Ligue du Nord³ et ses vingt députés du Mouvement 5 étoiles –, la Serbie – hors de l'Union mais où les ultranationalistes dominent la vie politique locale⁴ – et la Suisse – où l'UDC (Union démocratique du centre) est désormais maître du jeu électoral et référendaire⁵ – forment un triangle-pivot avec la Grèce qui est devenue un véritable laboratoire pour tout le reste de l'Europe.

Dans le centre de l'Europe, deux pays pivots ont connu la droite nationale au pouvoir : l'Autriche, avec quatre députés du Parti de la liberté (Freiheitliche Partei Österreichs, qui à l'origine en 1949 était d'inspiration néonazie), et avec un score impressionnant malgré la scission avec le BZÖ regroupant 1/5^e des voix « défendant un Occident entre les mains des chrétiens⁶ » ; et la Hongrie, dominée par un ultranationaliste à la tête du Fidesz et ayant à sa droite ultra le Jobbik nostalgique de la grande Hongrie et des Croix fléchées.

Dans l'ouest de l'Europe, quatre nations au cœur de l'Union européenne connaissent une pression forte des nationaux-populistes : la France, qui dispose désormais de vingt-quatre eurodéputés

1. Le LAOS est en plein déclin électoral depuis 2012.

2. Un mouvement violemment anti-immigrés, opposé à toute aide économique aux Grecs.

3. Andrea Mammine, « The Eternal Return ? Faux Populism and Contemporarization of Neo-Fascism across Britain, France and Italy », in *Journal of Contemporary European Studies*, vol. 17/2, 2009.

4. Laurent Hassid, « Deux visions de l'extrême droite dans l'ex-Yougoslavie : les cas de la Slovénie et de la Serbie », in *Hérodote*, n° 144, janvier 2012.

5. Oscar Mazzoleni, *Nationalisme et populisme en Suisse. La radicalisation de la « nouvelle » UDC*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2003.

6. Hans-Georg Betz, « Une mobilisation politique de la droite radicale : le cas autrichien » in Pierre-André Taguieff (dir.), *Le retour du populisme, op. cit.*

frontistes, le Royaume-Uni, jusqu'alors à l'abri¹, avec le Parti de l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP) et ses vingt-trois euro-députés, ainsi que l'élu unique du Parti national britannique, la Flandre belge avec les quatre élus du Vlaams Belang (Intérêt flamand), et enfin, les Pays-Bas, avec les trois députés du Parti pour la liberté. Dans les quatre pays, ces partis se disent assurés de dominer la vie électorale dans les prochaines années et sans doute de prendre le pouvoir, comme l'a fait l'UDC en Suisse.

La partie « nordique » de cet immense C des « modernistes » repose sur le score (important) du Parti populaire danois avec quatre députés, mais aussi celui des Démocrates suédois de Jimmie Åkesson et leurs deux élus au Parlement européen. Enfin, hors de l'UE, la Norvège avec le Parti du progrès se place dans la même dynamique, structurant une « tendance scandinave² » en pleine expansion. Trois pays nordiques qui s'inscrivent dans un mouvement comparable, mais trois partis qui sont encore des acteurs de second plan de la vie politique locale...

Cet arc conquérant – déjà plus d'une décennie de stabilité de leurs électors – annonce les succès aux élections de demain³ et de forts potentiels d'accession au pouvoir. Tous ces mouvements témoignent d'une forme de modernité du discours populiste, dont Marine Le Pen avec le « second Front national » est le meilleur exemple⁴.

Ils ont l'avenir électoral devant eux avec des leaders hors normes comme Pim Fortuyn remplacé depuis par Geert Wilders (PVV aux Pays-Bas⁵), Beppe Grillo ou Jorg Haider. Le parallèle avec les années 30 et la notion de « chef » est fondamental. Sans leader, ces mouvements ne seraient qu'éphémères, et finiraient par se fondre dans le tissu électoral local.

1. Philippe Vervaecke (dir.), *A droite de la droite. Droites radicales en France et en Grande-Bretagne au XX^e siècle*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2012.

2. Antoine Jacob, « L'Europe du Nord gagnée par le populisme de droite », in *Politique Internationale*, n° 127, mars-avril 2010.

3. Paul Hainsworth (dir.), *The Politics of the Extreme Right (from the margins to the mainstream)*, London, Pinter, 2000.

4. Michel Wieviorka, *Le Front national entre extrémisme, populisme et démocratie*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2013.

5. Virginie Mamadouh, Herman van der Wusten, « Ceci n'est pas un parti : le véhicule fantôme de l'anti-islamisme de Geert Wilders », in *L'extrême droite en Europe*, *Hérodote*, n° 144, janvier-mars 2012.

Mise en page par Meta-systems
59100 Roubaix

N° d'édition : L.01EHBN000720.N001
Dépôt légal : octobre 2014